

## Réponse Consultation CRE 2019-012

### Raccordements

CC, le 3 juillet 2019

Phare conseils se félicite de la consultation sur le sujet si important que constitue les raccordements aux réseaux. En effet, c'est bien ce premier geste technique qui assure l'accès aux réseaux.

Phare conseil souhaite avant de répondre aux questions posées rappeler que le processus de raccordement est un processus juridiquement complexe car de la demande à la mise en service technique, il fait appel au code de l'énergie, au code de l'urbanisme, au code de la voirie routière, au code de l'environnement (déclaration d'intention de commencement de travaux), aux prescriptions de sécurité liée à l'amiante notamment, etc...

Dans ce contexte juridique, il est donc, dès la demande de raccordement d'un utilisateur de réseau, utile de l'informer de cette complexité et des délais variables qui peuvent être nécessaires à ce raccordement.

Phare conseils souhaite également mettre l'accent sur la problématique liée au manque de contraintes pour que d'autres concessionnaires tels que par exemple VNF, les sociétés d'autoroutes, RFF répondent aux sollicitations des GRD lors des études des ouvrages de raccordement. Ceci induit des délais non maîtrisables par les GRD, et donc sur lesquels il est impossible pour eux de s'engager, la CRE devrait le signaler et prévoir ce point dans sa proposition.

**Q1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?**

La simplification pour l'utilisateur est toujours une bonne chose. Toutefois, si une procédure est dédiée aux installations ayant la capacité de soutirer et d'injecter de l'électricité, est validée, cette procédure ne devra pas, vu du côté utilisateur, être une opportunité de refuser les contraintes liées aux obligations des installations injectant sur le réseau.

Phare conseil s'interroge également sur la proposition de la CRE de demander l'intégration d'un caractère « contrecyclique ». En effet, le caractère « contrecyclique » n'est pas un aspect stable, car il dépend des autres utilisateurs raccordés à proximité, il est donc évolutif.

Un GRD ne peut donc pas s'engager car il ne maîtrise pas les besoins et les évolutions des autres utilisateurs.

**Q2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?**

Phare conseil souhaite émettre ses réserves sur le terme « intelligente ». En effet, ces offres n'ont rien d'intelligent, mais ce sont plutôt des solutions alternatives au raccordement « nominal ». Cette question de terminologie étant traitée, ce type de raccordement doit être particulièrement encadré.

Le fait de ne pas octroyer à un utilisateur de réseau sur le réseau de distribution, une puissance contractuelle de façon permanente est une entorse au cahier des charges de concession signée avec les autorités organisatrices de la distribution d'électricité. Dans ce cadre, il est essentiel que la convention de raccordement fixe conditions de ces limitations avec dans certaines conditions un plafond horaire de ces limitations.

Il est également à préciser qu'au cas où l'utilisateur souhaiterait lever ses limitations, cela doit se faire via une nouvelle demande de raccordement.

**Q3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?**

**Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?**

Les propositions de la CRE, si elles ont pour objectif louable de permettre aux demandeurs d'obtenir des informations pour leur raccordement, cela ne fait que compliquer un processus déjà complexe vu de l'utilisateur. Il est d'ailleurs nécessaire de préciser qu'un seul type de demande, avec d'éventuelles variantes demandées, ne peut être faite par site, pour éviter des abus des demandeurs, voire des confusions entre les demandes.

Une solution consisterait pour simplifier les choses de n'avoir qu'un seul type de demande avec un premier niveau minimal de documents à fournir pour initier l'étude et de faire d'une seule proposition(s) engageante(s). Si le dossier est complet dans un délai à fixer, le dossier serait alors considéré comme complet, la proposition serait alors confirmée, avec un délai réduit, par le GRD si il n'y a pas eu de changement dans la demande, et bien sûr le dossier entre en file d'attente à la date de la « complétude » du dossier.

**Q4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?**

Le traitement de ce cas de figure est un point important. Si les gestionnaires de réseaux ont un rôle à jouer, ils semblent, dans la proposition de la CRE, être au cœur du dispositif et être les seuls à avoir des obligations.

Il faudrait aux fins de moduler ces obligations que soit rappelé le rôle de la CCU et ses obligations de consultations lors de l'élaboration des documents d'urbanisme ainsi que des autorisations associées.

**Q5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?**

Pas d'avis

**Q6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?**

Phare Conseils est favorable à cette proposition.

**Q7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?**

La dématérialisation des procédures, sans que cela devienne une obligation, est une évolution utile.

Toutefois, il pourrait être intéressant de préciser que le gestionnaire de réseau devra transmettre, pour approbation, au demandeur, au-delà de la proposition financière, la proposition technique incluant un tracé des travaux repris sur photo et/ou un plan fourni par le client, quelle que soit la puissance demandée par l'utilisateur.

**Q8 :** *Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?*

Phare Conseils est favorable à ce maintien dans ses modalités actuelles.

**Q9 :** *Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?*

Phare Conseils est favorable à ce maintien dans ses modalités actuelles.

**Q10 :** *Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?*

Phare Conseils renvoie au texte en préambule de sa présente réponse, et réaffirme que si la CRE souhaite s'engager dans un encadrement des procédures et des délais, une attention particulière sera à porter pour que seuls les délais « à la main » des gestionnaires de réseaux soient éventuellement encadrés.

**Q11 :** *Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?*

Comme l'a relevé la CRE, les GRD ont fortement amélioré la « transparence » de leurs PTF au cours des dernières années.

Phare Conseils considère que la notion de « devis suffisamment détaillé » est trop vague et peut entraîner une demande de détail inutile pour le demandeur.

**Q12 :** *Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?*

Les nouvelles possibilités ouvertes par la Loi ESSOC et le décret 2019-97 se doivent d'être appréhender de façon globale.

L'article 3 du décret susvisé prévoit la remise à la CRE, par RTE et les GRD de plus de 100.000 utilisateurs, des modèles de cahiers des charges et des contrats dans un délai de 3 mois à compter de son entrée en vigueur.

Phare Conseils propose que la CRE organise une consultation sur la base des éléments reçus des gestionnaires de réseau ce qui permettrait des propositions concrètes sur ces modèles.

**Q13 :** *Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?*

□□□□□

Version définitive